



2016 : notre année ?

Hollande a eu beau présenter ses vœux pour 2016 en fanfare, il n'avait à offrir qu'une prétendue « guerre contre le terrorisme » menée au Moyen-Orient avec Obama, Poutine... et comme nouvel allié le régime syrien de Assad, responsable de 300 000 morts depuis 2011 ! Sans oublier la très féodale Arabie saoudite (47 exécutions d'un coup), si bonne cliente des marchands d'armements français. Qu'importe si chaque victime civile des largages de bombes suscite dix vocations terroristes. Le choc des barbaries comme promesse sécuritaire : bienvenue au Hollandistan !

Jouant le petit chef de guerre, Hollande se pose en sauveur contre « un péril imminent ». La recette ? Il est allé la chercher chez Marine Le Pen : la « *déchéance de nationalité* » ! Ce qui bien entendu ne fera ni chaud ni froid aux candidats kamikazes... Reste un geste prétendu « *symbolique* » à la mesure du crétinisme gouvernemental.

Quant au reste, Hollande nous promet un « *état d'urgence* » à rallonge, autrement dit un régime d'arbitraire permanent, bien plus efficace contre les libertés élémentaires que contre le terrorisme. Comme cette perquisition intempestive parmi tant d'autres chez une famille avec enfants, où les policiers, faute de trouver quoi que ce soit, en ont été réduits à demander « *c'est qui, ce barbu ?* » devant un portrait de Léonard de Vinci !

La semaine dernière, Hollande s'est glissé dans le rôle de grand-prêtre des hommages nationaux. Et on n'en est plus, comme l'an dernier, à la défense de la liberté d'expression. On en est aux chœurs de l'armée et à la légion d'honneur imposée à des victimes de Charlie Hebdo qui l'auraient dégueulée de leur vivant. L'État, le gouvernement, l'armée prétendent s'occuper de tout. Pour faire leur cinéma, ces grands défenseurs des droits de l'Homme avaient

chassé les migrants qui occupaient la place. La mode est à l'état d'urgence et aux manifestations étroitement contrôlées, quand elles ne sont pas interdites !

Leur urgence et la nôtre !

Mais, derrière ces manœuvres de diversion, il y a ceux qui n'oublient pas de défendre leurs intérêts de classe : les patrons qui en veulent toujours plus. Ceux des hôpitaux ou de la SNCF, qui s'appêtent à supprimer des milliers de postes en 2016. Ceux des banques, qui rackettent les moindres comptes. Et les organisations patronales de réclamer « *un plan d'urgence audacieux pour l'emploi* ».

Naturellement, pas question d'interdire les licenciements et de partager le travail entre tous sans perte de salaire (la seule audace possible pour en finir avec le chômage). Il s'agit au contraire de s'en prendre au CDI ; de faciliter les licenciements (soi-disant « *pour l'emploi* » !); de plafonner davantage encore les indemnités qu'un travailleur peut obtenir, d'introduire de nouvelles exonérations de cotisations sociales et aides financières de l'État. Les 40 milliards d'euros offerts par le gouvernement ne leur ont pas suffi !

Et c'est à ce nouveau train de mesures patronales scélérates que ressemblera le « *plan d'urgence pour l'emploi* » du gouvernement. Un joli travail d'équipe entre gouvernement et patronat pour imposer de nouveaux reculs sociaux.

Ils sont tous contre nous, mais nous sommes autrement plus nombreux qu'eux, et à des postes stratégiques pour faire tourner l'économie. Si en 2016 nous savons compter sur nos propres forces pour nous défendre, sans nous laisser bernier par leurs manœuvres de division et de diversion, alors oui, l'année sera bonne !

Goodyear : l'inacceptable vengeance !

C'est le 24 novembre dernier que s'est tenu le procès des huit salariés de Goodyear, dont cinq militants de la CGT pour la séquestration, sans violences, de deux cadres dans l'usine occupée d'Amiens. Le tribunal d'Amiens vient d'annoncer la condamnation de huit ex-salariés de l'usine Goodyear, à 24 mois de prison, dont 9 mois fermes.

Goodyear, en situation financière florissante, ferma l'usine d'Amiens avec 1 150 licenciements. 750 travailleurs sont toujours au chômage.

En application de l'accord de fin de conflit, Goodyear avait retiré sa plainte, tout comme les deux cadres concernés. C'est donc le parquet qui a poursuivi les salariés pour séquestration. Une décision donc clairement politique qui s'inscrit dans la volonté de répression du mouvement social, engagée par le gouvernement.

Un Noël de lutte pour les facteurs de Saint-Junien

A Saint-Junien, comme partout, les postiers paient la politique de restructuration de La Poste. Depuis septembre, le nombre de tournées est passé de 28 à 25. Des tournées rallongées qui imposent des heures supplémentaires que la direction refuse de payer !

Après trois jours d'une grève massivement suivie, elle leur a pourtant promis d'étudier la question... mais si rien ne bouge, la lutte reprendra à la fin du mois.

BTP : besoins non satisfaits, chômage à la pelle !

La crise s'installe dans le BTP. En Limousin, c'est près de 3 000 emplois perdus depuis 3 ans et pas d'amélioration en vue pour 2016. Crise liée aux désinvestissements des entreprises, des collectivités territoriales et un pouvoir d'achat en berne des particuliers qui repoussent les travaux.

Pourtant, ce ne sont pas les besoins en travaux qui manquent, dans l'habitation, dans la rénovation, ou les infrastructures collectives. Mais la société capitaliste ne fonctionne pas en fonction des besoins à satisfaire, mais du profit à réaliser sur chaque opération. Et quand le marché se rétrécit, la concurrence s'exacerbe entre les entreprises qui finissent par licencier ou mettre la clef sous la porte !

C'est ce système de fous, qui fait que malgré les besoins à satisfaire, 3000 emplois ont disparu !

Limoges fait la manche !

C'est à grand renfort de publicité que le maire de Limoges se vantait de mettre en œuvre des mesures coercitives pour éloigner du centre-ville la mendicité.

C'est aussi à grand renfort de publicité, une lettre et une brochure pour chaque contribuable, que le maire fait officiellement la manche pour la rénovation de l'Hôtel de Ville.

Notre-Dame-des-Luttes !

Après la grande messe de la COP21, le gouvernement français cherche maintenant à reprendre la construction de l'aéroport de Notre-Dame des Landes. Projet coûteux, inutile - l'aéroport de Nantes n'est même pas saturé ! - et... désastreux pour l'environnement.

Mais le gouvernement se heurte au mur de la contestation : près de 20 000 personnes ont ainsi manifesté samedi dernier à Nantes pour s'opposer au projet. C'est finalement à grand renfort de lacrymo que la police a fini par disperser le rassemblement.

Ce qui ne suffira pas à éteindre la colère et la détermination des habitants et des paysans expulsés. Et de tous ceux qui sont solidaires, parce que, dans toutes les régions, les politiques locaux s'obstinent à entreprendre des chantiers - comme ici la LGV Limoges-Poitiers - qui ne répondent pas à nos besoins, qui sont ruineux pour les contribuables, mais qui engraisent les banques, Vinci et compagnies.

Paris-Habitat : la grève continue

Depuis pratiquement 4 mois les salariés de nettoyage de la société OMS sont en grève. La lutte était partie de la dénonciation des pratiques de leur patron : salaires de misère, emplois au noir, paies versées en retard... Tout y passait pour pouvoir rafler les marchés publics au prix le plus bas.

Les grévistes mettent maintenant en avant la responsabilité du bailleur HLM de la ville de Paris, Paris-Habitat, qui sous-traite le ménage des immeubles à OMS. Ils cherchent également à faire connaître leur lutte via un comité de soutien réunissant des habitants des logements concernés. Ne pas se laisser faire et étendre la lutte : ces travailleurs nous montrent l'exemple pour 2016 !